

L'Adresse—M. Trudeau

Des voix: Bravo!

Des voix: Oh, oh!

M. Trudeau: J'offre mes félicitations à ceux qui ont été choisis pour servir en tant que ministres de la Couronne. Dans l'intérêt du Canada, nos vœux les accompagnent. Comme nous tous, vous devrez, monsieur l'Orateur, vous habituer à l'idée que malgré la splendeur et la dignité qui parent uniformément tous les ministres d'en face, l'égalité parmi eux n'est que relative; de plus certains des ministres ne siègent même pas en face: ils se dissimulent au bout du couloir, au Sénat. L'un d'entre eux est devenu le héros des candidats sans espoir. Il a prouvé que la meilleure façon de remporter la victoire, c'est de se faire battre aux élections. Le cabinet est donc composé de ministres initiés et non-initiés. Pour compliquer encore les choses, certains initiés ne détiennent pas de portefeuilles-clés qui ont été confiés à des non-initiés. Par ailleurs, ces ministres du petit et du grand cabinet sont députés à la Chambre des communes. Je n'oserais pas, bien sûr, parler «des cabinets».

Je crois savoir que les non-initiés recevront des abonnements gratuits aux journaux pour se tenir informés de ce qui se passe au cabinet. Au fond du couloir, il y a deux initiés et un non-initié que l'on incite à se familiariser avec l'emploi de pigeons voyageurs. Il y a même un groupe de laissés-pour-compte comprenant des non-initiés, comme l'actuel ministre d'État chargé de la Science et de la Technologie (M. Grafftey) qui a d'abord été assermenté en grande pompe, uniquement pour la forme, et a vu ensuite son titre aboli. Il y a également un groupe d'initiés tels que le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Hnatyshyn) qui, après avoir préconisé pendant des années un gouvernement ouvert, vient d'aller se cacher et d'exiger qu'on ne publie pas tous les numéros de téléphone de son ministère.

Quand je regarde le cabinet, je me rappelle avoir dit aux Canadiens il y a déjà quelque temps, et à propos d'autre chose, que nous devrions tous nous attendre à moins. Je sais que certains des députés chevronnés d'en face inscrivent secrètement l'adjectif «honorable» devant leur nom depuis des années dans l'attente du grand jour, et sont plus que chagrinés d'être exclus du cabinet. Je ne puis leur offrir en guise de consolation que la certitude qu'un jour le fait d'avoir été écarté du cabinet sera considérée comme un honneur encore plus grand.

Ce qu'il y a de plus grave c'est que les représentants des trois provinces de Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et du Manitoba ont été exclus du cabinet de l'orientation de la politique. La Colombie-Britannique avait, elle aussi, été tout d'abord exclue, m'a-t-on dit, jusqu'à ce qu'un puissant mouvement de pression eût été amorcé pour persuader le premier ministre (M. Clark) que le ministre des Postes et ministre de l'Environnement (M. Fraser) avait plus de valeur qu'il ne paraissait au premier abord dans ce cabinet restreint, il n'y a non plus de ministre en tant que tel de l'Alberta. Le premier ministre entend apparemment se faire au cabinet le porte-parole de l'Alberta et du Canada à la fois, comme s'ils étaient

[M. Trudeau.]

toujours tous les deux solidaires. Voilà qui semble bien peu encourageant pour la majorité des Canadiens des autres provinces qui ne sont pas convaincus que les intérêts Albertains et Canadiens coïncident nécessairement. La chose a été, à mon sens, rendue évidente lorsque le premier ministre n'a pas réussi à s'entendre avec le premier ministre de l'Alberta sur une politique des prix pétroliers.

Au cours de la campagne électorale, les conservateurs ont promis un nouveau fédéralisme au Canada. Qui aurait cru qu'il s'agirait d'un fédéralisme où, au sein du conseil du cabinet, nulle voix ne parlerait pour les provinces de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et du Manitoba? Qui aurait cru que dans ce fédéralisme la Colombie-Britannique aurait à peine voix au chapitre tandis que l'Alberta serait identifiée au Canada tout entier? Pour donner un porte-parole à ceux qui ne peuvent s'exprimer les députés de mon parti vont faire l'impossible, avant que la politique du gouvernement ne soit sanctionnée par une loi, pour faire connaître au premier ministre et à son cabinet restreint les revendications légitimes des citoyens de la Nouvelle-Écosse, du Nouveau-Brunswick et du Manitoba.

Des voix: Bravo!

Des voix: Et ceux de l'Alberta?

M. Trudeau: Les députés s'interrogent au sujet des députés de l'Alberta. C'est justement ce que je faisais remarquer: il n'y en a pas dans le cabinet restreint, et ils ont bien raison de s'en inquiéter.

[Français]

J'aimerais maintenant dire quelques mots sur la façon dont nous entendons nous acquitter, nous du parti libéral, de notre rôle important d'opposition officielle. De toute évidence, la population du Canada a donné aux progressistes conservateurs le mandat de gouverner, et elle désire qu'on laisse au gouvernement la chance d'administrer le pays sans être en butte à la politiquerie et à l'obstructionnisme. Pour notre part, non seulement nous acceptons et respectons cette volonté du peuple, mais nous prenons au sérieux la responsabilité qui nous a été confiée de collaborer de façon constructive à l'élaboration des politiques du pays.

Le parti libéral a démontré très tôt après l'élection sa volonté de constituer une opposition positive et constructive, alors que j'ai accepté de discuter avec le premier ministre des questions à l'ordre du jour et des personnalités qu'il aurait à rencontrer au sommet de Tokyo et à la conférence du Commonwealth à Lusaka.

Je suis heureux de dire que nos échanges furent dépourvus de toute tension ou hostilité et qu'ils reflétèrent plutôt notre souci commun de placer l'intérêt du pays au-dessus de toute partisanerie. Je suis tout aussi heureux de noter et de reconnaître publiquement que le premier ministre a scrupuleusement respecté la confidentialité de notre entretien.